

Carte scolaire : les syndicats réagissent

Le Sgen-CFDT et la FSU ont réagi dès vendredi aux décisions concernant la carte scolaire pour la rentrée de septembre 2025.

Cette année, la Manche devait « rendre » deux postes d'enseignants. Le Conseil départemental de l'Éducation nationale (CDEN) s'est tenu vendredi 21 mars à Saint-Lô pour définir les mesures de la carte scolaire. Sept ouvertures de classes dans les écoles publiques (dont une affectation d'un moyen provisoire) et seize fermetures de classes (plus un retrait de moyen provisoire). Les syndicats enseignants réagissent.

Le Sgen-CFDT regrette « **peu d'ouvertures de classes et des choix réalisés dans une opacité totale** ». Le Sgen se félicite de « **la création de cinq postes de remplaçants [...], mesure qui peut permettre de mieux couvrir les besoins** » mais déplore que « **trois postes d'enseignants en CMPP (centres médico-psycho-pédagogiques) soient supprimés, décision qui va mettre en difficulté les PEP (pupilles de l'enseignement public) alors que cette association est déjà fragilisée** ».

Par ailleurs, relève le syndicat, « **le Dasen a choisi de créer quatre postes « hors la classe » : un enseignant ressource pour les troubles du comportement, qui peut répondre aux difficultés rencontrées dans certaines écoles ; deux postes en Pôle d'appui à la scolarité (PAS) pour répondre à une demande ministérielle ; et un poste de conseiller pédagogique en mathématiques qui ne répond pas du tout aux souhaits de formation des enseignants sur le terrain. Le Sgen-CFDT regrette ces choix et a voté contre la carte scolaire** ».

La FSU regrette également que « **le Directeur académique ait grandement maintenu le projet qu'il nous avait présenté il y a quelques jours** » et estime que « **les représentants du personnel se sont vus muselés et n'ont pu faire remonter les arguments transmis par les collègues sur le terrain** ».

Le syndicat poursuit : « **Ce n'est pas encore l'an prochain que nous verrons abaisser les effectifs de toutes les classes, créer les postes dont les écoles ont besoin (des Rased, réseau d'accompagnement pour les élèves en difficulté, des remplaçants, des « plus de maîtres que de classes ») ou de permettre l'inclusion correcte des élèves en situation de handicap ou de ceux souffrant de troubles divers** ». Pour la FSU, « **cette situation est non seulement grave pour les enseignants mais déplorable pour les élèves** ».